

« J'ai vécu la tension de négociations à haut risque avec les Khmers rouges, les forces serbes de Slobodan Milošević, les terroristes d'Al-Qaïda... Je n'ai toujours eu qu'une seule boussole pour agir : l'intérêt supérieur de la Nation. À d'innombrables reprises, j'ai mis ma vie en jeu pour défendre la France, toujours dans l'ombre. Clandestinement. Mon nom est "Personne", ou plutôt "n'importe qui". Je suis agent secret. »

Jean-Marc Gadoullet a appartenu pendant quinze ans – une longévité exceptionnelle – au 11^e Choc, une unité d'élite du service Action de la DGSE. Deux présidents de la République ont épinglé sur son uniforme les plus hautes distinctions, la Croix de guerre et la Légion d'honneur.

Assistance à des chefs rebelles, contre-terrorisme, infiltration secrète, empêchement d'un coup d'État, diplomatie parallèle... Ce livre dévoile la vie de l'un des meilleurs agents secrets français. Comment intègre-t-on le Bureau des légendes ? Comment jongle-t-on entre plusieurs identités fictives ? Et comment part-on en mission sans jamais savoir pour combien de temps et sans pouvoir donner de nouvelles à sa famille ?

Voici le témoignage unique d'un véritable héros qui, dans une seconde vie, de 2010 à 2013, a été l'artisan discret de la libération des sept otages d'Areva et de Vinci retenus au Mali par Abou Zeid, l'émir redouté d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Jean-Marc Gadoullet révèle ici les coulisses de cette négociation explosive et dénonce le « business » des otages.

**Pour la première fois,
un agent secret français raconte son quotidien.**

Avec la collaboration de Matthieu Pelloli, journaliste au Parisien.

20 € TTC FRANCE 2016-IX



www.laffont.fr

En couverture : © Astrid di Crollalanza

Jean-Marc Gadoullet

avec Matthieu Pelloli

AGENT SECRET

Robert
Laffont

Jean-Marc Gadoullet

avec Matthieu Pelloli

AGENT SECRET



**Missions à haut risque,
diplomatie parallèle,
négociation d'otages...**

**un espion français
dévoile
son quotidien**

Robert Laffont

la secrétaire adopte un air méchant. Elle m'en veut d'avoir mis le chef dans cet état. Elle ouvre la porte du bureau et annonce : «Le lieutenant est là, mon colonel...» Il fait sortir son assistante, qui m'abandonne sur le seuil. «Présentez-vous!» hurle le vieux colonel du fond de son bureau. Il fulmine, les murs tremblent. «Vous êtes indigne! INDIGNE!!!» Il ne me met pas au repos, je reste au garde-à-vous. Le colonel n'attend aucune explication de ma part, il veut se défouler et j'en prends plein les oreilles. «Gadoullet, vous n'êtes pas fait pour la carrière militaire, vous n'êtes pas fait pour être un parachutiste, encore moins pour le service Action. Je les connais très bien, j'ai moi-même approché ce milieu et ces missions. Vous êtes loin du compte. Là-bas, vous allez vous casser les dents. Je vous vois d'ici revenir en rampant, pleurer pour être réintégré au 6^e RPIMA. Ce jour-là, je serai là pour vous accueillir!»

J'ai connu message d'adieu plus chaleureux, mais je n'ai pas l'intention de m'effondrer. Silencieux, toujours au garde-à-vous, je laisse Perrin tenter de m'humilier en vain. Le vieux colonel peste et vocifère pour faire mal, je vois ses lèvres se désarticuler mais je n'écoute déjà plus ses remarques vexatoires. Je pense à ce qui m'attend bientôt au SA. Je suis officiellement rayé de la liste des cadres du régiment, une autre vie commence.

Adieu Mont-de-Marsan, bonjour le service Action. Le rêve d'une courte vie. Je vais intégrer la grande maison des services secrets, m'engager pour ma patrie à ma façon... Espion, une carrière sûrement dangereuse, mais qui fait la part belle à l'audace et aux initiatives, celle

dont j'ai toujours rêvé. Il est encore trop tôt pour que je puisse le savoir, mais deux lois gouvernent les missions des soldats d'élite que je m'appête à rejoindre : la réalité dépasse toujours la fiction; la raison d'État l'emporte sur tout le reste. À bon entendeur, salut!

Service Action

Le service Action, pour moi le Saint des Saints. Une unité militaire secrète française placée sous le commandement opérationnel de la Direction des opérations (DO), au sein de la DGSE, l'équivalent français de la CIA. Le SA est chargé de la planification et de la mise en œuvre des opérations clandestines armées. En clair, contrairement aux opérations spéciales menées par des unités plus classiques, le SA conduit des actions qui ne sont pas revendiquées, ni revendicables par le gouvernement français.

Il est devenu courant de voir à la télévision des intervenants adoptant un air grave et utilisant des termes énigmatiques qui les assimilent immédiatement à des spécialistes de la chose : opérations « homo » (homicides) ou « arma » (sabotage, destruction de matériel), section Alpha (unité chargée des assassinats ciblés), HC (« honorable correspondant »), « boîte aux lettres morte », « officier traitant », « légendes », « couvertures » et « identités fictives » sont les mots de code de ce monde à part et inaccessible. La totalité des informations concernant cette unité sont classées secret-défense et, sauf exception, ni la présidence de la République ni

le ministère de la Défense ne commentent ses opérations. Les agents du SA sont protégés par l'État et ses grands serviteurs. À ce niveau de risque il n'y a pas de querelles, ni de jalousies. L'agent du SA travaille souvent seul et s'expose lourdement car le meilleur moyen de ne pas être vu consiste souvent à se montrer et dès lors à s'exposer. Les soldats du SA sont donc prêts à mourir pour la patrie dans l'anonymat le plus complet. Ce code moral non écrit est légitime à ce niveau de responsabilité. L'agent prend des risques inconsidérés pour protéger un État qui le protège en retour... enfin, normalement !

L'éventail des missions est infini. Oui, réellement infini dans la mesure où le SA réalise ce que les unités de l'armée française ne peuvent pas réaliser, car elles n'en ont pas la capacité, le savoir-faire ou simplement le droit : reconnaissance clandestine, franchissement de lignes, pénétration de dispositifs, sabotage, destruction de matériel, libération d'otages, exfiltration de personnels – agents, personnalités, ex-otages, etc. –, mais aussi contre-terrorisme, neutralisation d'individus identifiés comme des « cibles internationales », guidage d'avions, protection de sites ou de personnalités, identification des risques, étude de situation. Voilà pour les actions les plus courantes. Le reste concerne tout ce qui n'est pas conventionnel et correspond à un besoin stratégique, souvent politique. Ce peut être une action d'ordre militaire ou alors une action de diplomatie clandestine parallèle se situant dans un cadre ou auprès de personnes tellement inaccessibles pour des fonctionnaires des Affaires étrangères qu'il est indispensable de faire appel à d'autres solutions...

Oui, la surprise est toujours au rendez-vous. Là où les règles internationales n'ont plus cours et où la morale ne s'aventure pas, il est souvent nécessaire, pour un grand pays comme la France, d'intervenir pour que le pire ne voie jamais le jour, pour que des massacres soient évités, pour que des horreurs n'adviennent jamais.

Malheureusement, pour toutes les missions réussies qui resteront à jamais lettre morte, des conflits éclatent malgré tous les efforts consentis, se transforment en crises ou en guerres et font des victimes. D'une certaine façon, ce sont des échecs. Certaines missions sont encore moins « avouables » vis-à-vis de l'opinion publique : conseil opérationnel à des dictatures, soutien à des rébellions, assassinat de terroristes et appui à des régimes amis politiquement sensibles.

Le SA est un service « sous-marin » qui croise en profondeur, dans les eaux troubles où la France n'est plus uniquement le pays des droits de l'homme, dans ces limbes où seule la raison d'État l'emporte. Les espions du 11 sont des combattants spécialisés. Ils livrent des guerres secrètes et souterraines et savent mieux que quiconque ce que signifie la formule selon laquelle « la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ».

Face à la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale en 2013, Erard Corbin de Mangoux, directeur de la DGSE à l'époque, maintient une ligne de défense pleine de vertu : « La DGSE dispose d'une capacité d'action clandestine et d'entrave. Cette dernière vise à empêcher la survenance d'un événement non désiré par tout moyen, y compris militaire. Le service est soucieux du respect de la

légalité, et je m'attriste des allégations de la presse lorsqu'elle nous qualifie de "barbouzes". Nous sommes des agents de l'État agissant sous les ordres de l'autorité politique pour la défense des intérêts de la République¹. »

Cette version officielle, parfaitement calibrée pour satisfaire les responsables politiques, amuse certains vétérans du service. Et pourtant il n'y a rien de plus exact. Oui, le SA est toujours en dehors des cadres normaux, voire légaux. Les combattants du 11 agissent dans la clandestinité non pas par plaisir mais pour retrouver et neutraliser ceux qui travaillent laborieusement, en sous-main, dans le plus grand secret, en usant de la plus intelligente des mauvaises fois pour détruire les cadres qui régissent nos démocraties, nos républiques, nos cultures... Pour combattre un terroriste, il faut être soi-même un terroriste, mais un terroriste au service de la Nation. Alors, oui, on peut être profondément respectueux de la légalité et devoir en sortir pour trouver ses ennemis et ainsi mieux défendre le droit.

Les combattants spécialisés du 11 agissent non seulement dans la clandestinité mais fréquemment dans des conditions dangereuses, au péril de leur vie. Ils ont des savoir-faire de commandos, de forces spéciales, et aussi de terroristes, de guérilleros. Ils savent se fondre dans un milieu, se transformer, se camoufler, s'adapter. Ils savent se défendre à mains nues, connaissent toutes les armes existantes, peuvent saboter et détruire par des moyens de fortune. Il n'y a pas de cadre rigide de formation car il n'y a pas de cadre rigide d'emploi.

1. « Audition du préfet Erard Corbin de Mangoux », 20 février 2013, Assemblee-nationale.fr.

Le combattant spécialisé s'adapte à un ennemi en perpétuelle évolution, en perpétuelle transformation, en perpétuelle adaptation.

« Qui ose gagne », c'est la devise du service Action.

« Qui ose gagne », la promesse s'est réalisée. Ma prise d'initiative et ma persévérance m'ouvrent les portes du SA. Je suis invité à prendre la direction du Sud, précisément du centre parachutiste d'instruction spécialisée de Perpignan, le 11^e Choc. Le cadre est solennel, une ancienne citadelle austère au pied des montagnes catalanes.

À l'intérieur du CPIS, une concentration d'agents, presque invisibles, assez nombreux pour impressionner un quidam, mais loin de satisfaire les besoins d'effectifs nécessaires aux combats secrets que nous livrons sans cesse. Dans les collines autour de la citadelle, de la ville, sur des milliers d'hectares, notre terrain d'entraînement. La formation est extrêmement exigeante. « Pour travailler la rusticité, nous apprenons aux gens à dormir pour se reconditionner en toute circonstance et dans tous les milieux, mais en étant complètement camouflés, explique sur France 2¹, après la mort de l'agent Denis Alex en 2013, le lieutenant-colonel Gilles Maréchal, ancien chef des opérations du SA. Aujourd'hui, il fait très froid, mais ce n'est pas parce qu'il fait froid que nous allons rester à l'intérieur. Vous avez peut-être des gens qui sont en train de s'entraîner, quelque part dans la nature, on ne sait pas où, et qui vont dormir là ce soir, même s'il neige ou même s'il

1. Dans « Complément d'enquête », 15 février 2013.

pleut.» Objectif ? Savoir se rendre invisible sur tous les terrains. Dans la montagne, dans la forêt, mais aussi dans le désert, dans la jungle ou dans l'eau. L'enjeu ultime de la formation vise à permettre aux agents d'opérer et de survivre dans la clandestinité, sous une fausse identité.

« Quand nous les recrutons, les batteries de tests sont assez importantes, détaille Gilles Maréchal. Si vous voulez faire ressortir les qualités ou le caractère de quelqu'un, déjà vous le placez en situation de fatigue extrême. Vous l'empêchez de dormir pendant trois jours, vous le sollicitez, et au bout de trois jours, vous verrez s'il craque ou pas. Vous n'avez pas besoin d'aller très loin, vous n'avez pas besoin d'utiliser d'artifices pour attaquer le physique. Nous ce qui nous intéresse c'est la force mentale. » La mission des recruteurs est de débusquer des profils hors du commun pour des opérations hautement sensibles. Les quarante-huit heures de tests que j'ai effectués boulevard Mortier, au siège de la DGSE, avaient précisément cette ambition. Éprouver mon tempérament, mes ressorts psychologiques. Pousser ma personnalité jusque dans ses plus étroits retranchements.

Collecte d'information, exfiltration d'otages, élimination d'individus jugés dangereux, les missions restent toujours inconnues du grand public... sauf lorsqu'elles tournent mal. C'est le cas en Somalie, le 11 janvier 2013, lors de l'opération pour libérer l'un des nôtres, Denis Alex. Depuis Ouvéa¹, jamais la DGSE n'avait

1. L'assaut de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, en 1988, contre des indépendantistes kanaks, à la suite de la mort de

payé si lourdement le prix du sang lors d'un assaut. Denis a été capturé le 14 juillet 2009 à Mogadiscio, en pleine ville. Après plusieurs années d'incertitude, de préparation d'une hypothétique mission de libération, la décision tombe enfin : François Hollande autorise le SA à conduire un raid en Somalie pour libérer son agent, retenu par le groupe islamiste des Shebab.

Je mesure à quel point cette décision est difficile à prendre pour un président de la République. Sauver Denis, c'est ce que tout le monde souhaite, bien sûr, mais pour cela il faut prendre le risque de mettre en jeu un détachement complet. Outre les vies humaines, il faut aussi peser l'impact potentiel sur la capacité opérationnelle de l'unité. Vingt morts au 11, ce serait un trou terrible dans les effectifs. Le nombre précis d'équipiers du CPIS est confidentiel, mais je peux dire que nous ne sommes pas nombreux. Pour le chef de l'État, qui doit raisonner froidement, cela représente également un paramètre à prendre en compte.

L'assaut, millimétré, est préparé et répété pendant des mois. Les renseignements qui parviennent de la zone sont passés au peigne fin, les cartes satellite disséquées dans leurs moindres détails. Les équipiers retenus savent qu'ils se retrouveront seuls en territoire hostile, encerclés par l'armée des Shebab. Un tel raid, seul le SA est capable de l'effectuer. La Légion, les commandos de marine et même les forces spéciales ne sont pas structurés pour ça. Les forces spéciales interviennent en

quatre gendarmes et la prise en otages de seize autres. Une intervention qui a provoqué la mort de deux membres du 11^e Choc et de dix-neuf rebelles.

Je l'ignore alors, mais j'intègre un régiment qui figurera de plus en plus souvent aux avant-postes, dont le rôle dans les conflits modernes va devenir prépondérant. Le monde a en effet beaucoup changé depuis que j'ai fait mes classes à la corniche. La guerre froide a cédé la place à une multitude de points chauds où la France identifie de nouveaux adversaires – Al-Qaïda, AQMI, Daech – et de nouveaux réseaux – trafics d'armes, de drogues, d'êtres humains – dangereux pour sa sécurité. La plupart de ces ennemis prennent des formes qui n'avaient pas été prévues : *katiba* (unité de combattants) islamiste, groupuscule djihadiste, terrorisme de masse et attentats-suicides sur le sol français, comme à Paris et en Seine-Saint-Denis en novembre 2015. Le cadre conventionnel de la guerre – deux armées face à face – semble un lointain souvenir, même les conflits du XX^e siècle paraissent soudain terriblement datés. Alors que l'affrontement devient asymétrique, entre d'un côté les forces d'un État et de l'autre un ennemi fuyant, invisible, parfois mêlé à la population, le service Action et les commandos des forces spéciales se montrent les unités les plus efficaces car complémentaires.

Cibler avec précision un adversaire, c'est l'une des forces du SA. Un adversaire en général, et même un individu en particulier. J'aborde ici l'aspect le plus secret : les opérations « homo », c'est-à-dire les assassinats. Officiellement, elles n'existent pas. Mais les espions disposent bel et bien du permis de tuer. « Tous les présidents, chacun à sa manière, ont recouru à ce type d'action, même s'ils s'en sont défendus », assure Vincent Nouzille dans son livre, spécifiquement consacré

à ces opérations¹. L'auteur est visiblement bien renseigné. « La France dispose de tueurs qui peuvent être mobilisés à tout moment pour ces missions. Des équipes spécialisées du SA s'y entraînent en permanence. Une cellule ultrasecrète baptisée Alpha a même été créée au milieu des années 1980 pour mener des opérations « homo » dans la plus parfaite clandestinité », poursuit-il.

De fait, certaines missions consistent à appliquer la loi du talion. C'est un principe intangible, commun à tous les services secrets. Claude Silberzahn, directeur de la DGSE de 1989 à 1993, l'a également reconnu² : « Le droit de mort des services spéciaux existe bel et bien. [...] C'est un élément de stabilité dans le monde que ce droit suspendu au-dessus des têtes de certains « tueurs », et notamment de celles des terroristes. Il est important de faire planer cette éventualité, même si la pratique n'est pas quotidienne. » Après la mort de Denis Alex, des instructions sont ainsi données aux services français pour pister le chef des Shebab, Mokhtar Ali Zubeyr, ainsi que tous ceux qui ont joué un rôle direct et indirect dans la détention de l'agent français. Que ceci soit écrit...

Plus qu'aucune autre, le service Action est l'unité du président de la République. Une unité secrète, mais aussi politique et diplomatique. François Mitterrand, refroidi par le scandale du sabotage du *Rainbow Warrior* en 1985, le navire de Greenpeace, a tenu le SA à distance, mais la mise à l'écart n'a duré qu'un temps.

1. *Ibid.*

2. Dans *Au cœur du secret*, avec Jean Guisnel, Fayard, 1995.

Aujourd'hui, François Hollande, lecteur assidu des rapports de la DGSE alors qu'il était jeune chargé de mission sous Mitterrand, apprécie particulièrement les opérations du SA. Le président de la République ne partage sa liste de cibles qu'avec quelques proches triés sur le volet, trois personnes principalement, capables de guider ses décisions ou de garder le silence : son chef d'état-major particulier, l'amiral Bernard Rogel¹, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et le directeur de la DGSE, Bernard Bajolet.

À la corniche, déjà, la rivalité était féroce entre les aspirants au SA et ceux qui rêvaient des forces spéciales. La guerre entre services existe encore aujourd'hui, elle s'est même accentuée au regard de la place de premier plan que ces deux unités ont été conduites à prendre. Je considère que le SA doit défendre vigoureusement son expertise et ses prérogatives. Sous la direction du Commandement des opérations spéciales (COS), des commandos d'élite se sont habitués à des opérations « chirurgicales », souvent en marge de conflits déclarés. La répartition des rôles entre la DGSE, théoriquement chargée des missions clandestines, et les forces spéciales, responsables des opérations plus visibles, n'est plus toujours très nette. En 2014, un rapport du Sénat a même suggéré de réunir tous les commandos sous la responsabilité du COS, ce qui impliquerait qu'une partie des agents du service Action rejoignent les trois mille membres actuels des

1. Il a succédé en août 2016 au général Benoît Puga, réputé très proche du président, après avoir débuté au même poste en 2010 sous Nicolas Sarkozy.

forces spéciales. Je suis convaincu qu'il s'agit d'une erreur. Contrairement à ce que laisse croire une apparente ressemblance savamment entretenue, le SA et les forces spéciales sont très différents, ne serait-ce que par leur zone d'intervention. Ensuite, réduire l'action du SA aux seules opérations armées, assimilables par des non-spécialistes à des actions de forces spéciales, consiste à passer sous silence toute la partie diplomatique. ~~Les combattants du 11 sont tellement nécessaires que chacune de leurs dissolutions a été inexorablement suivie d'une recreation.~~ La problématique est plus de savoir comment utiliser le 11 que de s'interroger sur son utilité ou prétendue similitude avec telle ou telle autre grande unité.

Le 11 est régulièrement attaqué par des opportunistes, jouant sur la fibre financière des décideurs politiques et pressés de prouver qu'ils sont capables de « faire mieux avec moins ». Ces gens, qu'ils aient eu à servir brièvement dans nos rangs ou non, sont des personnages dangereux et des criminels. Le 11 a perdu trop de temps à supporter les réformes des uns et des autres pour finalement toujours revenir au point de départ.

N'en déplaise, le 11 n'est pas un régiment mais une unité de combattants spécialisés qui sont les corsaires du président de la République. L'ennemi pour les deux ou trois générations à venir est parfaitement identifié. Il est obscur, sournois et utilise nos lois pour nous endormir ou pour forcer nos démocraties à accepter leurs éléments précurseurs. La bataille d'aujourd'hui et de demain se joue sur fond culturel et plus particulièrement religieux. Les intégrismes se développent avec l'insécurité, la pauvreté, le chômage, la précarité, le

derrière les lignes allemandes avec presque rien sinon ces deux objectifs : nuire à l'ennemi de quelque façon que ce soit ; organiser et former les maquis. Beaucoup plus que du choc, j'ai toujours eu le culte des Jedburgh.

Des éléments totalement autonomes, isolés, sans appui ni soutien, chargés avec trois bouts de ficelle d'affaiblir l'adversaire et de structurer la Résistance. Agir dans la clandestinité, ne compter que sur soi-même et réaliser des miracles avec le seul contenu de son sac à dos, me voilà dans mon élément. Mais au CPIS les deux aspects vont de pair. Cette ambivalence est au cœur même de notre formation et nous oscillons toujours entre l'un et l'autre. D'un côté le rouleau compresseur, le choc qui, une fois lancé, est une arme de destruction massive. De l'autre la discrétion absolue, la souplesse des Jedburgh qui refusent le contact, neutralisent l'ennemi, détruisent leur cible ou le font faire puis se replient furtivement.

Sur le terrain, posséder cette double philosophie dans son jeu est un atout majeur. Les équipiers du CPIS la possèdent tous.

L'opération de libération de Denis Alex l'illustre parfaitement. La préparation clandestine nécessite des opérations de longue haleine sur le site même et ses environs, une préparation minutieuse où durant de longs mois tous les cas non conformes sont étudiés. Au CPIS, une reconstitution grandeur nature du camp des Shebab a été réalisée sur la base des photos satellite. L'équipe retenue pour l'intervention a pu s'entraîner en conditions réelles, de sorte que le jour J elle connaisse déjà les lieux. Les équipiers ont répété, répété et encore répété, si bien que la plupart de leurs gestes sont devenus des automatismes. L'approche Jedburgh a été réglée comme

du papier à musique. Mais la vérité du terrain, comme toujours, c'est que la meilleure des préparations n'empêche jamais l'imprévu de se produire. Dans ce cas, alors, le choc intervient plus vite que prévu. La violence et la puissance prévalent. La machine 11 déroule son savoir-faire sans l'ombre d'une hésitation, les relais d'appui sont pris, les équipiers s'agenouillent et s'effacent mécaniquement pour recharger dans le tonnerre d'acier, les blessés sont pris en charge médicalement sur le lieu de l'assaut. Les ordres fusent, clairs et nets : « En avant » encore et toujours pour bousculer l'adversaire par le choc et la détermination. Rien n'arrête le 11 pour récupérer un camarade. Denis ne reviendra pas, assassiné par ses geôliers pendant l'assaut durant lequel d'autres agents perdront aussi la vie. Le repli se fera dans un vacarme métallique. Les combattants du 11 ont pénétré l'impénétrable, loin de leur base de départ, ils rentrent fatigués et dépités. L'inimaginable a été fait. Le président peut être fier d'avoir pris cette décision. Nul otage français ne sera jamais abandonné, nul crime contre un ressortissant français ne restera impuni où que ce soit sur cette planète.

Les équipiers seront ensuite envoyés sur d'autres missions, sous d'autres cieux plus ou moins éloignés, plus ou moins chauds. Avant cela ils auront retrouvé leur famille, leurs enfants, leur compagne et leurs amis pour partager un peu de calme, un peu de leur vraie vie avec leurs proches...

L'habit ne fait pas le moine, l'uniforme impeccable fait peut-être le militaire mais pas forcément le soldat. Au CPIS, l'aspect « tout le monde dans le rang », le côté

exemple, je suis couvert par la caisse de sécurité nationale militaire, c'est-à-dire que je n'ai pas besoin de la caisse civile d'assurance maladie. Mais pour la crédibilité d'une légende, je suis conduit à m'affilier à celle-ci. J'effectue les démarches moi-même, toutes ces fausses pièces sont ensuite fabriquées par les administrations concernées à leur insu. D'une certaine façon, j'adopte les mêmes comportements que les terroristes. Sauf que j'agis ainsi pour la nation française.

Récemment, la série *Le Bureau des légendes* sur Canal + a permis au grand public de se représenter certaines des missions qui sont les nôtres. Il y a cet agent, faux prof de français à Damas, gérant d'un bar littéraire, chargé d'infiltrer la future élite syrienne, ou encore cette jeune femme, vrai officier traitant, faux ingénieur sismologue en Iran, dont l'objectif est de tamponner des experts du nucléaire.

Pour ma part, au fil des missions, je finis par disposer d'un joli panel de légendes : journaliste, écrivain, homme d'affaires et officier de marine marchande. Chaque OT dispose de ses différentes vies au CPIS, dans un placard sécurisé avec coffre-fort. Cartes d'identité, passeports, téléphones, cartes vitales, permis de conduire, tout est stocké, prêt à l'emploi. Lorsqu'il y a urgence, un agent expérimenté peut ainsi toujours choisir une légende qu'il a déjà utilisée, dont il se souvient dans les grandes lignes et qu'il peut « rafraîchir » en quelques jours. En quinze ans au CPIS, j'ai développé quatre légendes, mais certains équipiers en possèdent encore davantage.

La vie fictive est exaltante, c'est vrai. Un agent clandestin, illégalement présent sur le territoire où il opère,

ne recule devant rien. Pour moi, la raison d'État n'est pas qu'un concept, c'est une réalité qui l'emporte sur les principes moraux dès lors qu'on se bat pour le bien. Cambrioler des ministères, placer des personnalités sur écoute, la ligne jaune n'existe pas. Les espions sont chargés de faire respecter au mieux les intérêts de la France.

Ce rapport à l'illégalité est un des aspects les plus fascinants de ma vie. Sur le terrain, je ne peux me laisser aller à aucun état d'âme, mais il faut une haute intégrité personnelle pour transgresser la loi au nom d'un intérêt supérieur. Je dispose, comme mes pairs, d'une foule de contacts dans des lieux de pouvoir. Je peux être conduit à devenir ami avec des hommes d'affaires véreux, des criminels de guerre, des scientifiques fous. Je ne mets aucun affect dans mon travail. Les renseignements que j'obtiens aident à résoudre des conflits, déjouer des attentats ou libérer des otages. Pour moi, c'est une fierté.

Les agents vivent aussi dans une duplicité permanente. En opération, l'adrénaline est une drogue quasi quotidienne. Il faut réfléchir vite, agir en un clin d'œil. Les années d'apprentissage et de formation au CPIS sont extrêmement utiles. Un désilhouettage – consistant à se changer en quelques secondes dans les toilettes d'un café ou d'un aéroport pour déjouer une filature – peut décider de l'échec ou de la réussite d'une mission. « Je suis propre » – comprenez : « Je n'ai pas été suivi » –, indique alors l'OT à la source avec laquelle il a rendez-vous.

Il faut dire que la clandestinité se prête au jargon. L'espion privilégie les HVT les *high value targets* ou

d'y réfléchir. Doté d'une grande intelligence tactique, Bemba comprend très bien : je lui propose d'entrer dans le jeu politique et de transformer le MLC en un authentique parti.

Laminer Kabila par les urnes ? Ce n'était pas son projet initial, mais il marche ! Il fonce même, et je vais l'aider à réussir car je pense sincèrement qu'il peut y arriver. Je l'ai vu se comporter avec ses hommes et avec la population, qu'il aime sans l'ombre d'un doute. Il y a un petit côté sentimental dans ce géant. Il rêve d'un avenir pour le Congo qu'il me décrit en long en large et en travers. Il connaît parfaitement les moindres recoins de ce gigantesque pays de la région des Grands Lacs. Il connaît les peuples qui le constituent et parvient à se faire reconnaître voire apprécier dans des contrées dont il n'est pas originaire. Reste à faire en sorte que JPB puisse faire l'expérience de la gouvernance et qu'il puisse montrer sa capacité à se projeter dans une vision nationale. Il nous faut le convaincre de ne pas tout gâcher en fondant sur Kinshasa. Les tentations sont fortes et pourtant il se laisse aller à croire que je peux avoir raison.

Ma mission dure trois ans, durant lesquels j'effectue plusieurs allers-retours entre la France et le RDC. Organiser le dialogue intercongolais : la tâche est immense, qui consiste à fédérer, parfois à réconcilier les multiples minorités de ce territoire gigantesque meurtri par des décennies de guerre. C'est un travail de fourmi – l'expression ne saurait être mieux choisie car la fourmi est justement le symbole du MLC – qu'il faut mener sur plusieurs continents. Cela nécessite de faire

intervenir des diplomates, d'organiser des sommets et des conférences. L'avantage, c'est que la France dispose d'un réseau diplomatique unique, le deuxième au monde derrière les États-Unis.

Le dialogue intercongolais ? Joseph-Désiré Mobutu, un temps, avait tenté de s'engager sur cette voie, avant de rebrousser chemin tant elle semblait impraticable. Bemba, le puissant chef rebelle, connaît cette histoire et mesure toute la difficulté de son choix. Le chemin du dialogue intercongolais – celui de la réconciliation nationale – est plus périlleux que celui des armes, mais il aurait le mérite d'inscrire pour toujours Jean-Pierre Bemba dans l'histoire du Congo, en tant que « père de la Nation ». Un destin plus glorieux que celui d'énième chef militaire putschiste, non seulement méprisable d'un point de vue moral, mais également anonyme tant il ne ferait de lui qu'un nom parmi d'autres sur une liste déjà interminable. C'est vrai, le chef de l'ALC et ses soldats sont accusés d'avoir commis des atrocités et je ne suis en mesure de dire ni si cela est vrai ni si cela est faux. En revanche, je peux attester que Jean-Pierre Bemba fait preuve d'un réel dévouement vis-à-vis de son pays. C'est un authentique homme d'État, qui souhaite sincèrement fédérer la République démocratique du Congo.

Désormais convaincu de l'intérêt du dialogue intercongolais, Bemba se lance à corps perdu dans le projet. Mon équipier et moi y croyons aussi à cent pour cent. Le paramètre diplomatie est essentiel dans cette entreprise et c'est ce qui nous stimule. Il ne s'agit pas d'une mission « action », il n'est nullement question de violence. En caricaturant, nous ne sommes là pour